

Montreuil, le 28 décembre 2011

Sur la situation financière, industrielle et sociale du raffineur européen Pétroplus.

Le groupe **Pétroplus** compte cinq raffineries en Europe dont l'une à Petit-Couronne (76) près de Rouen en France, employant 550 salariés directs sur les 2500 collaborateurs du groupe.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT est scandalisée du comportement des dirigeants du groupe Pétroplus et des banquiers.

En effet, après avoir annoncé, voici quelques mois, l'arrêt des unités de production d'huiles sur la raffinerie de Petit -

Couronne, impactant 120 emplois et affichant, au passage, un pessimisme à peine voilé sur l'avenir du site, le directeur financier du groupe a, hier par voie de presse en guise de bons vœux à ses salariés, déclaré ne plus pouvoir acheter le pétrole brut sur les marchés pour approvisionner ses raffineries.

Refusant de divulguer les motifs qui ont amené les banques à refuser au groupe Pétroplus une ligne de crédit d'un milliard de dollars, la déclaration de ce dernier plonge des milliers de salariés dans la peur de poursuivre l'année 2012 comme demandeurs d'emploi.

La CGT n'a pas oublié que, lors de la table ronde du raffinage le 22 juin dernier à Bercy (75), avec qu'elle arrogance le directeur du raffinage du groupe Pétroplus dissertait sur la situation que traverse le raffinage. **Cette situation renforce la position de la CGT sur l'urgence de mettre sous contrôle public toutes les activités liées à l'énergie.**

Il est parfaitement inacceptable d'avoir laissé prendre le contrôle de cinq raffineries, en Europe, par **un groupe de spéculateurs financiers** qui, maintenant, ne peut même plus faire face à sa responsabilité industrielle et demain sociale. Les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. **La CGT ne parle pas d'aide publique mais de prise de contrôle public.**

Il en est de même du comportement des banquiers et des agences de notation menant à la baguette les chefs d'États et de gouvernements. Les mêmes banques qui, en 2009, ont profité de milliards d'euros de fonds publics se comportent, aujourd'hui, comme des fossoyeurs d'entreprises et de « *purs voyous* » en leur coupant séance tenante les lignes de crédit de fonctionnement ou d'investissement. Tout cela au moment où le gouvernement en France parle d'un grand sommet social face à la situation catastrophique du chômage.

Toute fermeture de raffinerie, aujourd'hui, contrairement aux propos tenus par les patrons pétroliers est totalement injustifiée au regard des taux d'utilisation avoisinant les 90 %. Des profits colossaux sont générés sur l'amont pétrolier mais également sur la distribution et la commercialisation des produits raffinés. **Il faut donc avoir une vision globale de l'activité pétrolière pour apprécier sa rentabilité, car le raffinage est pris en tenaille entre les deux.**

D'ores et déjà, la CGT après avoir interpellé le gouvernement sur ses responsabilités, interpelle l'ensemble des salariés de la branche pétrole sur la nécessité de se mobiliser pour défendre l'industrie du raffinage au service des besoins économiques et sociaux des peuples et par voie de conséquence, pour défendre l'emploi.

Contact presse : FNIC -CGT : 01 48 18 80 36—Charles FOULARD : 06 25 50 48 04